



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le 14 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE VAL DE SEINE
Route industrielle – ZAC de Port-Jérôme II
76170 SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE

Références : 20230403_VI_LVdS_GPI

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2023 dans l'établissement LOGISTIQUE VAL DE SEINE implanté Route industrielle – ZAC de Port-Jérôme II - 76170 SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue de manière inopinée sur le site de manière à vérifier la bonne application de la réglementation relative à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE VAL DE SEINE
- Route industrielle – ZAC de Port-Jérôme II - 76170 SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE
- Code AIOT : 0005802629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOGISTIQUE VAL DE SEINE exploite des entrepôts de stockage de matières combustibles diverses et de liquides inflammables ainsi que des silos de stockage de billes de plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Granulés de Plastiques Industriels (GPI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Équipements prévenant la dissémination et le rejet canalisé de GPI dans l'environnement	Code de l'environnement du 01/01/2023, article D.541-361	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Plan des réseaux d'effluents	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.3.2 et 4.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 2.2.1, 2.2.2, 3.1.4 et 8.2.4	/	Sans objet
3	Absence de GPI dans les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les zones du site visitées étaient globalement propres et convenablement nettoyées le jour de la visite. Seuls deux amas localisés de GPI ont été observés ; ils ont été nettoyés le jour-même.

L'exploitant dispose de paniers permettant de confiner et récupérer les GPI au niveau de la quasi-totalité des regards de collecte des effluents des zones où des GPI sont présents, sauf au niveau de trois regards pour lesquels l'exploitant s'est engagé à une mise en conformité rapide. Les justificatifs de mise en place de ces dispositifs sont à transmettre à l'inspection sous 1 mois.

Aucun GPI n'a été observé au niveau du bassin de tamponnement et d'infiltration où sont envoyés après traitement l'ensemble des effluents des zones de manipulation et de stockage de GPI.

L'exploitant fournira également sous 1 mois un plan des égouts avec l'ensemble des ouvrages d'épuration internes et une preuve de la présence ou une justification de l'absence du séparateur spécifique à cloisons siphonides pour le traitement des eaux de lavage des silos.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, articles 2.2.1, 2.2.2, 3.1.4 et 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, propreté
Prescription contrôlée : <u>Article 2.2.1 :</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... <u>Article 2.2.2 :</u> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envois...). <u>Article 3.1.4 :</u> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées <u>Article 8.2.4 :</u> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.

<p>Constats : L'inspection s'est rendue sur l'ensemble des zones où sont présents des GPI : zones de stockage extérieures, silos de stockage, portique de soufflage des camions et zones de circulation voisines. Le jour de la visite, la quasi-totalité des zones visitées étaient propres, sans présence de GPI. Deux amas de GPI très localisés ont tout de même été observés.</p> <p>Un premier amas de GPI a été observé au niveau de la zone de stockage extérieure de palettes. Le personnel d'exploitation interrogé pendant la visite a déclaré que la présence de ces billes était liée aux opérations de chargement d'un lot de palettes interrompu par la visite de l'inspection et qu'il était prévu de nettoyer les GPI à l'issue du chargement du lot.</p> <p>Un second amas de GPI a été observé au niveau du portique de soufflage des camions, sous un escalier de service.</p> <p>L'exploitant a procédé au nettoyage des deux amas de GPI le jour-même de l'inspection et transmis des photographies le justifiant.</p> <p>L'extrémité inférieure des silos de stockage des GPI est située dans un bâtiment. Ainsi, les opérations de chargement des camions-citernes s'effectuent à l'abri des intempéries, ce qui prévient les phénomènes d'envols.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Équipements prévenant la dissémination et le rejet canalisé de GPI dans l'environnement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.541-361 Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article D.541-361 du Code de l'environnement :</u></p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.</p> <p>Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p><u>Article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 19/09/2019 :</u></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence de paniers à mailles fines sur la quasi-totalité des regards de collecte des effluents des zones où des GPI sont susceptibles d'être répandus accidentellement, de manière à les confiner et à les empêcher de rejoindre les réseaux d'effluents : zones de stockage extérieures de palettes, zone des silos, zone du portique de soufflage, et voiries de circulation des camions situées autour de ces zones. Aucun des paniers observés par sondage ne contenait une quantité importante de GPI.</p> <p>L'inspection a effectué un test rapide à l'aide d'un échantillon de GPI qui, d'après l'exploitant, correspond aux GPI de plus petites dimensions susceptibles d'être présents sur le site : les mailles des paniers en place étaient suffisamment fines pour retenir les GPI issus de l'échantillon.</p> <p>L'un des paniers de la zone de stockage extérieure de palettes était détérioré et n'épousait plus le bord du regard. En cas de déversement de GPI dans la zone, ces derniers peuvent donc atteindre le réseau d'eaux pluviales en passant entre le panier et le bord du regard.</p> <p>L'inspection a également identifié deux regards qui n'étaient pas munis de paniers ou autres dispositifs de confinement et récupération des GPI.</p> <p>Le jour de la visite, aucun GPI n'a été observé à proximité du regard dont le panier est détérioré ou de ceux sans panier. Néanmoins, le risque de déversement accidentel de GPI existe sur ces zones.</p>

<p>L'exploitant s'est engagé à mettre en place des paniers sur les trois regards concernés d'ici au 15 mai 2023. Il transmettra à l'inspection des installations classées sous 1 mois les justificatifs attestant de la mise en place de ces paniers.</p> <p>Par ailleurs, d'après les déclarations de l'exploitant et le schéma des réseaux d'effluents présentés lors de la visite, l'ensemble des effluents des zones où des GPI sont susceptibles d'être répandus sont traités, avant rejet dans le bassin d'infiltration à l'ouest des silos, par un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures permettant d'empêcher les éléments flottants (hydrocarbures mais également GPI) de parvenir dans le bassin. L'exploitant a déclaré que les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'un curage tous les 6 mois. L'inspection a demandé à l'exploitant de soulever une plaque d'égout afin de vérifier l'état du séparateur d'hydrocarbures situé au nord du bassin d'infiltration. Aucun GPI n'a été observé en surface des effluents présents dans le dispositif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Absence de GPI dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes <p>[...]</p>
<p>Constats : D'après les schémas présentés par l'exploitant le jour de la visite, les réseaux d'effluents de l'ensemble des zones où des GPI sont manipulés ou stockés débouchent, après traitement (voir points de contrôle précédents), dans un bassin d'infiltration situé au sud-ouest du site, dont le trop-plein est rejeté dans la Seine au sud.</p> <p>L'inspection n'a observé la présence d'aucun GPI à la surface du bassin d'infiltration ni au niveau des espaces verts périphériques du bassin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, articles 4.3.2 et 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.3.2 :</u></p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p><u>Article 4.4.4 :</u></p> <p>Les eaux issues du lavage interne des silos doivent être collectées et traitées par un séparateur spécifique à cloisons siphonides afin de récupérer les éléments flottants. Ce dispositif doit être</p>

régulièrement entretenu. Les flottants récupérés doivent être stockés dans une benne spécifique de déchets plastiques avant élimination.

Constats : Comme indiqué précédemment, lors de la visite, l'exploitant a présenté un schéma des réseaux d'effluents, d'après lequel les eaux des zones de manipulation et de stockage de GPI sont traitées par un dispositif séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'infiltration situé à l'ouest des silos.

Le document fourni était très schématique : il ne s'agissait pas à proprement parler d'un plan des égouts. De plus, le schéma présenté ne faisait pas apparaître le séparateur spécifique à cloisons siphonides imposé par l'article 4.4.4 pour les eaux de lavage des silos. Ce dispositif n'a pas été vu pendant la visite. L'exploitant a déclaré que les lavages de silos sont devenus très rares et qu'ils sont pratiqués en fixant un sac filtrant au niveau de la vanne de fond des silos pour récupérer les GPI. Lors de l'inspection, aucun GPI n'était présent sur le sol ni dans les paniers des regards de collecte des effluents du local des silos.

L'exploitant fournira sous 1 mois à l'inspection des installations classées :

- **un plan complet des égouts faisant apparaître l'ensemble des ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures et séparateur à cloisons siphonides) ;**
- **une preuve de la présence du séparateur à cloisons siphonides sur le terrain ou une justification de son absence.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois